

Tirer parti de la nature comme fondement de sociétés résilientes

Recommandations relatives aux plans de relance post-COVID 19

Principales recommandations



Donner la priorité aux investissements dans la restauration des écosystèmes, l'agriculture durable et les infrastructures porteuses d'avenir dans les plans de relance nationaux, mais aussi dans l'aide au développement et les investissements étrangers.



Mettre en place les conditions permettant d'assurer une « reprise verte » :

- Appliquer le principe de précaution pour prévenir les effets néfastes des investissements et des prêts.
- Préserver la réglementation et les initiatives environnementales existantes.
- Assurer la transparence et un suivi rigoureux des plans de relance.

L'épidémie de COVID-19 démontre la vulnérabilité de l'humanité face aux événements qui se produisent dans le monde entier et notre dépendance commune à l'égard de réponses immédiates et efficaces. Cela démontre également que la détérioration de la nature met les populations en danger, indépendamment du lieu où elles vivent. En effet, des recherches récentes sur l'écologie des maladies ont conclu que la perte de biodiversité et la déforestation sont les principaux facteurs à l'origine des pandémies.

La planète est confrontée à une crise plus profonde et plus durable, qui trouve son origine dans plusieurs défis mondiaux interconnectés, allant des futures pandémies aux conséquences du changement climatique.

Le lien entre la santé planétaire et la santé humaine n'a jamais été aussi manifeste. Les plans de relance des gouvernements pour se relever de la crise de COVID-19 sont l'occasion de mettre en œuvre des solutions pour reconstruire des vies, stimuler l'activité économique et accélérer la transition vers une société résiliente et durable, afin de « reconstruire en mieux ». La Commission européenne et plusieurs gouvernements européens sont prêts à s'engager dans cette voie, avec plusieurs annonces en faveur d'une « reprise verte ».¹

Cette forte volonté politique doit maintenant se traduire par des mesures concrètes. Lors des crises précédentes, le succès économique des différentes mesures de relance était souvent déterminé par la

¹<https://www.euractiv.com/section/energy-environment/news/green-deal-will-be-our-motor-for-the-recovery-von-der-leven-says/>
<https://www.euractiv.com/section/energy-environment/news/merkel-reaffirms-support-for-raising-eus-2030-climate-target-by-50-55/>

rapidité avec laquelle elles produisaient des effets tangibles et par le rendement à court et à long terme de chaque dollar investi. Selon d'éminents économistes,² certains des gains les plus importants en matière de création d'emplois et de performance économique à long terme proviennent d'investissements qui protègent et renforcent le capital naturel, ce qui permet de réduire le risque de pandémie, d'accroître la sécurité alimentaire ainsi que d'atténuer les effets du climat et de s'y adapter.

Plus précisément, la restauration des écosystèmes, une agriculture durable et des infrastructures à l'épreuve du temps permettent d'obtenir le meilleur rendement et de multiples avantages communs.

Restauration des écosystèmes

Potentiel social et économique : les projets de restauration soutiennent jusqu'à 33 emplois par million de dollars investis (Edwards et al. 2013), ce qui se distingue favorablement des estimations générées pour d'autres industries (Garrett-Peltier et Pollin 2009).³ La restauration des écosystèmes peut également garantir des avantages communs pour les communautés locales, tels que la sécurité alimentaire, la pureté de l'air et de l'eau, l'atténuation des effets climatiques et l'adaptation, ainsi que les médicaments et l'énergie. Enfin, elle contribuera également à prévenir de futures pandémies.⁴

Recommandation : développer des projets de restauration à grande échelle et mettre en place des mesures d'incitation à la restauration.

Exemples :

- Les programmes de restauration parrainés par le gouvernement, qui ont le potentiel de créer directement des emplois.
- Programmes d'incitation à la conservation et à la restauration des écosystèmes, avec un accent particulier sur les mesures incitatives en faveur des populations vulnérables.
- Marchés nationaux du carbone/systèmes d'échange de quotas d'émission/taxes sur le carbone qui intègrent l'action climatique, génèrent des revenus pour le gouvernement et comprennent des solutions climatiques naturelles qui offrent d'importants avantages communs.

Étude de cas de CI : Circuit de Kruger à Canyon, 14 878 hectares, Afrique du Sud

L'exclusion des brouteurs naturels (principalement les éléphants) des pâturages de savane a entraîné la prolifération d'arbres ligneux dans des zones qui étaient auparavant des prairies de savane relativement ouvertes. Cette augmentation de la couverture forestière menace la biodiversité indigène, diminue l'approvisionnement en eau dans un écosystème limité en eau et détruit les herbes indigènes. La restauration dans ce contexte nécessite d'éclaircir la densité forestière, d'encourager la repousse des herbes et de réintroduire des modes de pâturage qui préservent l'écosystème afin de fournir un maximum de services écosystémiques et d'habitat de biodiversité. Pour ce faire, Conservation International utilise des accords de conservation (mesures d'incitation pour les responsables des terres en échange de leur aide pour améliorer la gestion des terres) pour mobiliser l'application de pratiques écologiquement saines dans les pâturages communaux du territoire.

²<https://www.smithschool.ox.ac.uk/publications/wpapers/workingpaper20-02.pdf>

³<https://curs.unc.edu/files/2014/01/RestorationEconomy.pdf>

⁴ Kilpatrick, A. M. et S. E. Randolph. 2012. Drivers, dynamics, and control of emerging vectorborne zoonotic diseases. *The Lancet* 380:1946-1955; Lambin et al. 2010. Pathogenic landscapes: Interactions between land, people, disease vectors, and their animal hosts. *International Journal of Health Geographies* 9:54; Morse et al. 2012. Prediction and prevention of the next pandemic zoonosis. *The Lancet* 380:1956-1965.

Les impacts des projets pour les personnes :

- 18 emplois permanents créés pour les jeunes
- Augmentation de 30 % des revenus (en fonction de la valeur du marché)
- 75 éleveurs de bétail formés et impliqués dans des accords de conservation.

Agriculture durable

Potentiel social et économique : l'emploi dans l'agriculture représente plus de 26 % de l'emploi dans le monde.⁵ Dans les pays en développement, la part de l'emploi agricole dépasse souvent les 50 % du total des effectifs. Les petits exploitants et les communautés locales sont particulièrement dépendants de ce secteur pour leurs moyens de subsistance et leur sécurité alimentaire. Dans le même temps, les pratiques agricoles durables peuvent contribuer à l'atténuation du changement climatique et à l'adaptation à ses effets, ainsi qu'à la préservation de la biodiversité. « Une agriculture respectueuse du climat »⁶ est l'une des principales politiques de relance qui peut permettre d'atteindre les objectifs économiques et climatiques, les dépenses de soutien rural étant particulièrement utiles dans les pays à revenu faible et moyen (PRFM).⁷

Recommandation : investir dans l'adoption de pratiques agricoles durables et le développement de chaînes d'approvisionnement et de marchés sans déforestation.

Exemples :

- Mettre en place des régimes de soutien rural pour faciliter la transition vers une agriculture durable et l'intégration des connaissances traditionnelles.
- Soutenir le renforcement des capacités des petits exploitants agricoles pour une agriculture durable.
- Mettre en place des mesures pour les entreprises et les agriculteurs afin de les inciter à adopter des pratiques agricoles durables (notamment des prêts à faible taux d'intérêt, des paiements pour les services écosystémiques).
- Soutenir l'accès au marché des produits agricoles durables et sans déforestation

Étude de cas de CI : Aménagement paysager durable d'Alto Mayo, 1 165 782 hectares, Pérou

La région d'Alto Mayo est une mosaïque de zones protégées, de territoires indigènes, de fermes et de vestiges forestiers qui constituent le nord-est de l'Amazonie péruvienne, une région qui présente l'un des taux de déforestation les plus élevés du biome amazonien. L'objectif de CI est de réduire de 50 % la déforestation des forêts primaires (principalement liée à des pratiques agricoles non durables), d'accroître la connectivité et d'améliorer les moyens de subsistance de 14 000 personnes d'ici 2028.

Les impacts des projets pour les personnes :

⁵<https://data.worldbank.org/indicator/SL.AGR.EMPL.ZS>

⁶<https://www.smithschool.ox.ac.uk/publications/wpapers/workingpaper20-02.pdf>

⁷<https://www.smithschool.ox.ac.uk/publications/wpapers/workingpaper20-02.pdf>

- 1 600 petits exploitants agricoles (peuples indigènes et communautés locales) ont reçu une assistance technique continue sur les meilleures pratiques agricoles et sur les capacités organisationnelles, financières et entrepreneuriales.
- Création de 2 coopératives.
- Amélioration de la productivité moyenne de 9 à 24,6 quintaux/hectare.
- Création de 88 emplois en 2019 : rangers, techniciens, emplois administratifs.
- Au travers d'accords de conservation : amélioration de la sécurité alimentaire de 400 familles grâce à la mise en place de jardins biologiques et à la promotion de la diversification des sources de revenus par des formations sur la culture des fruits du dragon et l'apiculture.

Des infrastructures à l'épreuve du temps

Potentiel social et économique : la construction d'infrastructures est une activité à forte intensité de main-d'œuvre pendant la phase de construction et, lorsque les projets soutiennent la transition vers un avenir plus durable, ils apportent une valeur économique supplémentaire. Un modèle suggère que chaque million de dollars dépensé génère 7,49 emplois à temps plein dans les infrastructures d'énergies renouvelables, mais seulement 2,65 dans les combustibles fossiles (Garrett-Peltier, 2017). En outre, diverses études montrent que les infrastructures vert-gris, qui préservent les écosystèmes et les utilisent pour atteindre les objectifs d'infrastructure, sont plus rentables : elles coûtent souvent de 15 à 80 % moins cher^{8,9} et procurent des avantages (sociaux, environnementaux, économiques) jusqu'à 23 fois supérieurs aux infrastructures grises traditionnelles.

Recommandation : investir dans des infrastructures à faible impact résistera bien aux changements climatiques et privilégiera les approches vert-gris.

Exemples :

- Prioriser les investissements dans les infrastructures vert-gris.
- Fournir des mesures d'incitation aux entreprises qui financent ou fournissent des infrastructures à faible impact environnemental et qui utilisent des approches vert-gris.
- Instituer des évaluations rigoureuses de l'impact environnemental et des analyses économiques sur les approches alternatives pour tout développement d'infrastructure.

Étude de cas de CI : Infrastructures côtières vert-gris aux Philippines

Aux Philippines, CI combine la valeur d'atténuation des vagues et de contrôle des inondations des zones humides restaurées avec les avantages des structures artificielles pour stabiliser la zone côtière et atténuer les vagues par l'accrétion des plages. La solution combinée est plus complète, plus robuste et plus rentable qu'une approche purement conventionnelle, offrant de nombreux avantages communs et générant des bénéfices monétaires et non commerciaux qui améliorent l'efficacité économique des investissements en infrastructures.

⁸ Cost and Benefits of Marshes, 2013

⁹https://www.epa.gov/sites/production/files/2015-10/documents/2008_01_02_nps_lid_costs07uments_reducingstormwatercosts-2.pdf

Les impacts des projets pour les personnes :

- Environ 380 personnes employées dans les activités de construction, avec un investissement d'environ 300 000 USD
- Amélioration des moyens de subsistance de 7 communautés locales

Au-delà des plans de relance nationaux, l'aide publique au développement et les investissements étrangers devraient également soutenir ces domaines, afin que les pays en développement puissent renforcer la résilience de leur économie et de leur société de manière durable.

Les conditions d'une « reprise verte »

Les conditions suivantes sont essentielles pour que les plans de relance aient des effets positifs sur les personnes, la nature et le climat :

- Appliquer un principe de précaution afin que les investissements et les prêts ne soutiennent pas des activités nuisibles à l'environnement, ou des activités qui menacent les droits et les moyens de subsistance des populations autochtones et des communautés locales mais les renforcent. Suivre une « liste de contrôle de la durabilité » pour évaluer les interventions de relance économique, telle que celle initiée par la Banque mondiale¹⁰, peut soutenir cet effort.
- Maintenir les cadres environnementaux existants, c'est-à-dire s'abstenir de reporter, d'assouplir ou de supprimer les lois, réglementations et initiatives environnementales existantes.
- Assurer la transparence des plans de reconstitution, notamment par le biais d'une consultation publique.
- Surveiller et rendre compte de l'impact des investissements, y compris des indicateurs autres que le PIB, afin de mesurer les incidences environnementales et sociales.

Le changement climatique et la perte de biodiversité, tout comme les pandémies, ne connaissent pas de frontières. Cette crise a déclenché une solidarité et une coopération mondiales extraordinaires et a montré que des moyens considérables pouvaient être mobilisés de manière très rapide et puissante. Ne manquons pas l'occasion de repenser la manière dont nous abordons les défis mondiaux au vu de ces difficultés, ou d'empêcher que d'autres ne se produisent à l'avenir. Une action mondiale ambitieuse pour relever les grands défis interdépendants du changement climatique, de la perte de biodiversité et du développement durable est plus nécessaire que jamais.

¹⁰<http://pubdocs.worldbank.org/en/223671586803837686/Sustainability-Checklist-for-Assessing-Economic-Recovery-Investments-April-2020.pdf>